



Maine et Loire

LE SYNDICAT, LIBRE, INDÉPENDANT ET DETERMINÉ

☐ [HTTP://WWW.FO-DGFIP-SD.FR/049](http://WWW.FO-DGFIP-SD.FR/049)

☎ 02-41-74-53-04

fo.ddfip49@dgfip.finances.gouv.fr

Angers le 15 octobre 2018

Déclaration liminaire CTL du 15 octobre 2018,

Monsieur le Président,

Après la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et la Modernisation de l'Action Publique (MAP) qui ont conduit certains services, par manque de moyens, au bord de la rupture, voici venu un nouveau modèle de diminution de la dépense publique.

Le programme Action Publique 2022 et le Comité qui va avec (CAP 2022) proposent en effet une nouvelle cure d'amaigrissement pour l'État avec pour corollaire l'abandon programmé de certaines missions.

Partant de l'idée assez simpliste qu'une mission peu ou mal assurée faute de moyens peut sans problème être externalisée, voire abandonnée, il devient finalement assez facile de réduire la dépense publique.

Il suffit pour cela de décréter, au sein d'un cercle de personnes soigneusement choisies pour leur appétence à toujours moins d'État, que certaines dépenses sont inutiles :

- ainsi, le rôle du comptable public ferait « doublon » dans le secteur public local et deviendrait inutile au moins dans les collectivités territoriales importantes.

- Autre exemple, en matière de lutte contre la fraude, les contrôles dits standards pourraient être confiés au secteur privé, les services se concentrant sur les contrôles complexes.

F.O.-DGFIP 49 condamne fermement ces orientations qui accentueront le démantèlement déjà engagé du service public et livreront au secteur marchand des pans entiers de nos missions.

S'appuyant en effet sur les rares réponses au forum action publique qui vont dans le sens de la politique du gouvernement, les membres du Comité CAP 2022 ont sans surprise abouti à des conclusions fondées sur leurs seules convictions et pour la plupart déjà partiellement mises en œuvre.

Il suffit de lire les 2 circulaires du Premier Ministre parues pendant l'été pour comprendre qu'il n'a jamais été question de passer en revue l'ensemble des missions et s'interroger objectivement sur leur valeur ajoutée.

De ce fait, la DGFIP, perçue comme un objet administratif grand consommateur d'emplois et donc grand pourvoyeur des suppressions d'emplois passées et à venir, se trouve en première ligne de l'amaigrissement programmé des services déconcentrés de l'État.

Pourtant, une autre ambition est possible : celle d'une administration moderne, technique et efficace, dont les missions, toutes les missions, les nouvelles technologies s'inscriraient dans le quotidien de nos concitoyens pour leur apporter un service public et des droits égaux sur l'ensemble du territoire, en un mot, un service digne d'une République.

Monsieur le Président,

Encore un CTL convoqué pour des restructurations de services, aujourd'hui il s'agit de préparer la suppression future des SIP. Comme toujours, avant de supprimer, « il faut toiletter », regrouper, transférer.

D'autres CTL à venir seront consacrés à la suppression de trésoreries. Personne n'est dupe, c'est la disparition pure et simple du réseau de l'ex-trésor et le retrait du service public financier et fiscal dans les zones rurales voire péri-urbaines qui sont actés à brève échéance

A l'instar des ministres qui utilisent l'alibi de la dette, des déficits, vous comme vos prédécesseurs, vous allez nous dire que c'est pour le bien des agents et de nos concitoyens.

« Fadaïses et balivernes » ! Tout cela n'est que de la « poudre de Perlimpinpin » qui ne suit que la seule et unique perspective de rigueur budgétaire... Une politique d'austérité qui détruit le service public républicain alors que les contribuables les plus aisés, les premiers de cordées, les entreprises bénéficient de niches fiscales et sociales réduisant les recettes, creusant les déficits.

Attachés au service public et à la DGFIP, ce discours du « tout ce qui est fait est pour votre bien et celui du contribuable », les collègues n'y adhèrent pas. Confrontés au quotidien aux difficultés grandissantes d'une population fragilisée, ils connaissent mieux que quiconque l'importance d'un service public de proximité, la présence humaine derrière un guichet.

Il suffit de se référer au résultat du baromètre social, et d'être à leur contact pour s'en rendre compte. De cette politique les drames humains (maladie, stress, dépressions, accidents, suicides...) ne cessent d'augmenter dans toute la fonction publique.

D'ailleurs, comment prétendre le contraire quand l'administration, elle-même, met en place une offre d'écoute et de soutien à un prestataire privé spécialisé (Pros-Consulte), l'une destinée à l'ensemble des agents et l'autre dédiée spécifiquement aux problématiques managériales.

Le démantèlement programmé de la DGFIP est en marche. Une marche forcée que **FO DGFIP 49** condamne et combat avec la plus grande fermeté.

Monsieur le Président, pour le bien des agents et de la population :

Il y a urgence à exiger des moyens humains et matériels suffisants pour assurer un service public de proximité et de qualité.

Il y a urgence à arrêter les suppressions d'emplois, les restructurations et fermetures de sites,

Il y a urgence à recréer un maillage territorial à la hauteur des besoins,

Il y a urgence à créer des emplois statutaires pour le bon fonctionnement des postes et services..

Il y a urgence à maintenir toutes nos missions pour préserver la cohésion sociale de ce pays.

Il y a urgence à conserver la maîtrise du contrôle et du recouvrement des recettes publiques comme le contrôle de la régularité de la dépense publique

Il y a urgence à accorder une revalorisation immédiate d'au moins 16 % de la valeur du point d'indice afin de rattraper la perte de pouvoir d'achat subie depuis 2010.

Il y a urgence à remettre un plan de carrière, de promotions et d'avancements dignes de ce que méritent les agents de la DGFIP.

Je vous remercie d'annexer cette déclaration au Procès verbal de ce CTL.